

Kevin Rudd : «On peut encore éviter la guerre»

Article "Le Point"

Optimiste. L'ancien Premier ministre australien est l'un des grands experts de la Chine contemporaine. Il appelle à se montrer ferme sans rompre avec Pékin.

Propos recueillis par Jérémy André et Julien Peyron



Éclairer. Kevin Rudd à Brisbane, en Australie, en octobre 2020.

Le Point : La France et l'Europe doivent-elles se montrer plus vigilantes avec la Chine ?

Kevin Rudd : La montée en puissance de la Chine n'affecte pas seulement la région Asie-Pacifique. Le pays va devenir la première puissance économique et chambouler les règles de l'ordre mondial. Toutes les économies européennes vont être touchées, y compris celle de la France. L'émergence de la Chine est à la fois un défi et une opportunité pour nous tous.

Une opportunité ?

La Chine représente le plus grand marché émergent pour les biens et les services. Toutes les économies ont intérêt à intensifier leurs liens avec elle. Concernant l'un des grands défis du siècle, la lutte contre le changement climatique, le pays a un rôle clé à jouer, vu son importance.

L'Occident a-t-il été trop naïf avec Pékin ?

L'Occident a mis du temps à comprendre la nature des changements en Chine. Le président Xi Jinping a changé le script interne du Parti communiste tant au niveau idéologique que politique. La politique économique s'est gauchisée en s'éloignant de l'économie de marché, tandis que la diplomatie s'est droitisée en devenant de plus en plus nationaliste. Ces changements constituent des défis considérables pour le monde entier. L'équilibre des puissances a été profondément modifié. On découvre que le parti marxiste-léniniste au pouvoir est adepte de « la politique de la puissance », comme la définissait Raymond Aron. Confrontés à cela, nous devons avoir les idées claires, définir des objectifs à long terme rationnels et chercher à collaborer avec Pékin là où on peut. Mais l'Occident doit aussi définir des lignes rouges stratégiques avec nos alliés, notamment les États-Unis.

L'Occident doit-il faire de Taïwan une ligne rouge ?

Xi Jinping, clairement, veut faire revenir Taïwan « à la mère patrie ». Pour parvenir à ses fins, il a mis au point une stratégie : des pressions politiques, tout en laissant planer la menace d'une solution militaire. Il veut forcer les partis politiques taïwanais à solliciter une solution négociée. Je ne pense pas que cette stratégie sera couronnée de succès.

Comment l'émergence de la Chine se matérialise-t-elle dans la région Asie-Pacifique ?

Pour tous les pays d'Asie orientale, y compris l'Australie, la Chine s'est imposée comme le principal partenaire économique. Xi Jinping utilise cette position dominante pour rendre les autres pays toujours plus dépendants, de façon à changer les règles qui régissent le monde. L'Australie subit depuis longtemps de telles pressions. Le Japon et la Corée encore davantage, car ils possèdent des territoires revendiqués par les Chinois.

Assistons-nous au début d'une nouvelle guerre froide entre la Chine et les États-Unis ?

Je ne pense pas que ce terme soit correct pour comprendre la situation. La dernière guerre froide, entre l'Union soviétique et les États-Unis, se caractérisait par des menaces de destruction nucléaire quasi quotidiennes, l'absence de relation économique entre les deux blocs, des guerres par procuration aux quatre coins du monde et un combat idéologique. Entre l'Amérique et la Chine, seule cette dernière caractéristique est vérifiée. Elles ne se menacent pas quotidiennement d'annihilation nucléaire, alors que Pékin dispose d'un arsenal suffisamment important et sophistiqué pour mener une « seconde frappe » [*la capacité de répondre à une attaque nucléaire par une autre attaque nucléaire, NDLR*]. Leurs relations économiques bilatérales sont très importantes. Enfin, elles ne se livrent pas à des guerres par procuration dans des pays en développement, du moins pas encore. Donc, soyons prudents avant d'utiliser ce terme de « guerre froide ».

Et, dans la décennie qui vient, va-t-on être le témoin d'un conflit majeur entre Washington et Pékin ?

Est-ce possible ? Oui. Est-ce probable ? Pas dans la première partie de la décennie, selon moi. Car la Chine sait qu'elle ne dispose pas d'une écrasante supériorité militaire dans le détroit de Taïwan si elle doit y affronter les États-Unis, Taïwan ou le Japon. Cependant, les experts militaires chinois estiment que, à la fin de la décennie, leur pays sera largement supérieur, militairement, aux forces américaines dans la région. Je pense que le risque de conflit entre les deux puissances sera plus important à ce moment-là.

Qu'est-ce qui pourrait dissuader Xi Jinping d'utiliser la force ?

Cela ne dépend que de deux facteurs. Le premier : la capacité de l'Amérique à conserver un équilibre des puissances militaires dans le détroit de Taïwan. Elle l'a compris, elle semble décidée à restaurer sa force de frappe dans la région. Le second : la réaction du reste du monde en cas d'invasion chinoise de Taïwan.

Une alliance militaire contre la Chine est-elle une solution ?

Tout dépendrait des circonstances. Ce ne serait pas la même chose si le conflit était déclenché par une agression de Pékin ou par une proclamation unilatérale d'indépendance d'une nouvelle République de Taïwan. Il serait illusoire de penser qu'une guerre dans le détroit de Taïwan pourrait être restreinte à un engagement de courte durée. Tous les scénarios militaires impliqueraient les territoires souverains américains de Guam et Hawaï, des bases américaines au Japon, ainsi que, bien sûr, la flotte américaine, de même que les sites de lancement de missiles chinois dans la province du Fujian, face à Taïwan. Cela dégénérerait aussitôt en guerre générale, à un niveau de violence pas vu depuis la Seconde Guerre mondiale ou la guerre de Corée, selon moi.

Les deux superpuissances peuvent-elles malgré tout établir une relation pacifique et fructueuse ?

Oui. Je publierai l'an prochain un livre intitulé *La Guerre évitable*. J'y préconise un cadre que j'appelle la « concurrence stratégique gérée », fondée sur trois éléments. Premièrement, les deux gouvernements devront d'abord identifier leurs lignes rouges stratégiques fondamentales, de sorte qu'il n'y ait aucune ambiguïté. Deuxièmement, le reste de la relation doit être régi par les principes de la concurrence ouverte, dans tous les domaines : politique étrangère, commerce, affaires, technologie et même idéologie. Enfin, il doit y avoir de la place pour une coopération internationale bilatérale dans des défis majeurs, comme le changement climatique, la stabilité financière mondiale et la gestion de la pandémie. Ce qui est encourageant, c'est que, depuis la deuxième visite de Kerry à Pékin, l'appel téléphonique de Xi Jinping à Biden en septembre, et la rencontre ultérieure à Zurich entre Yang Jiechi et Jake Sullivan, la température a baissé de quelques crans. Les briefings du ministère chinois des Affaires étrangères parlent d'une « voie de dialogue en train de se renouer ». On peut encore éviter la guerre, mais rétablir le dialogue ne suffira pas. Le nouveau cadre stratégique de la relation doit être réaliste, pas utopique.

Le ministre français de l'Économie, Bruno Le Maire, a déclaré récemment que l'Union européenne devrait essayer de coopérer avec la Chine plutôt que de l'affronter comme les États-Unis...

Il existe des domaines, valeurs universelles et intérêts stratégiques, où nous, démocraties, aurons toujours des positions différentes de la Chine, entraînant inévitablement de la confrontation. Mais la solution la plus simple est le plus souvent une dissuasion mutuelle efficace.

L'annonce d'une alliance en Indo-Pacifique pour contenir la Chine a été un choc en France. Paris a-t-il encore un rôle à jouer dans la région ?

En tant que Premier ministre australien, j'ai toujours soutenu l'engagement de la France dans notre région, où vous avez des territoires, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie, à Wallis-et-Futuna, et même des départements, Mayotte et La Réunion, dans l'océan Indien. La France est une puissance mondiale, membre permanent du Conseil de sécurité. Mon opinion est que la politique étrangère française est bien alignée avec des pays comme l'Inde, le Japon, la Corée et aussi l'Australie, malgré la récente implosion résultant de la mauvaise décision du gouvernement de Scott Morrison sur les sous-marins.

Quelle stratégie adopter pour éviter d'être écrasé dans le combat entre les deux superpuissances ?

Inévitablement, certains pays seront toujours l'objet de la colère chinoise. Nous avons intérêt à y opposer une réponse commune. Vous ne savez jamais qui sera le prochain ! La Chine cherchera toujours à changer les règles de l'ordre mondial, elle l'a écrit noir sur blanc. Face à elle, les grandes démocraties doivent adopter une stratégie commune pour défendre les institutions de la gouvernance mondiale. Et la France serait précieuse pour cela.

N'y a-t-il pas eu un manque de solidarité avec l'Australie lorsqu'en 2020 elle s'est attiré les foudres de la Chine en demandant une enquête sur les origines du virus ?

Oui. Dès qu'un pays prend des mesures punitives, pour des raisons politiques ou géopolitiques, cela sape les principes du commerce ouvert. D'ailleurs, qui a profité des interdictions chinoises sur l'importation du bœuf australien ? Les États-Unis. Mais cet égoïsme ne vous sert que tant que vous n'êtes pas en difficulté. On oublie trop souvent que nous vivons dans une de ces rares périodes de l'Histoire où nous avons un système et un droit internationaux. Il faut agir de concert pour défendre ce système, sinon il s'effondrera.

Le débat sur la Chine agite l'Australie, il commence en France. Comment gérer les divisions internes dues à la montée en puissance de la Chine ?

Le débat est inévitable. Le premier État non occidental, non anglophone et non démocratique depuis deux cent cinquante ans va devenir la première économie du monde. Pour en parler, j'ai appliqué moi-même en Australie une série de principes. Primo, ne jamais s'excuser pour notre adhésion aux droits humains universels. Secundo, maintenir l'alliance avec nos amis américains, qui, même s'ils sont capables de choses folles – prenez l'Irak –, ont été une source abondante de bien dans le monde depuis leur entrée en guerre en 1941. Tertio, n'avoir aucune honte à maximiser son intérêt économique, et donc son accès au marché chinois. Quarto, travailler avec les Chinois sur les questions de gouvernance mondiale. Quinto, maintenir une solidarité entre démocraties. La Chine tend à agir selon l'expression chinoise « *sha yi jing bai* », « en tuer un pour en avertir cent ». Nous devons répliquer par le « Tous pour un, un pour tous » de Dumas. Dernière règle, enfin : ne laissez jamais le débat légitime sur la stratégie face à la Chine dégénérer en attaque raciste contre les Chinois et les citoyens chinois de nos propres pays. On l'a trop vu aux États-Unis. C'est laid